

L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

N° 41

26^e année • mercredi 11 octobre 2023

l'hebdomadaire du syndicat UNIA

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA

LES ÉLECTROS ET TECHNICIENS DU BÂTIMENT MOBILISÉS



MANU FRIEDERICH

Samedi dernier, environ 1200 électriciens et techniciens du bâtiment ont manifesté à Zurich pour de meilleures conditions de travail. Ils réclament notamment des salaires attractifs, une hausse des indemnités repas, la retraite anticipée à 62 ans et une semaine de vacances en plus. **PAGE 3**

POINT DE MIRE

Chaque voix compte

Sonya Mermoud

Dernière ligne droite en vue du renouvellement du Parlement fédéral le 22 octobre prochain. Pour les citoyennes et les citoyens qui n'ont pas encore participé à l'élection, la prise en compte du bilan des partis et des personnes se représentant devrait les aider à se positionner. A faire leur sélection en étant attentifs non seulement aux élus qui n'ont pas tenu parole, mais qui ont de surcroît mis des bâtons dans les roues de projets propres à atténuer les conséquences de l'inflation et les risques d'une crise sociale majeure. Avec une augmentation vertigineuse des primes maladie. Une hausse qui révèle, une nouvelle fois, l'influence des lobbyistes des assureurs et de la pharma, et d'élus de droite à leur solde. Entre un conseiller fédéral qui a confessé son impuissance et le refus du PLR, de l'UDC et du Centre

de plafonner les primes à 10% du revenu, la population, prise en otage, fait les frais d'un système de la santé pour le moins malade et de scandaleux conflits d'intérêts.

L'explosion des loyers et la pénurie de logements n'ont pas non plus ému le camp bourgeois. Qui a encore récemment rejeté les mesures des socialistes et des Verts visant à contrôler et à freiner les baux excessifs. Pas davantage d'empathie à l'égard des retraités qui, n'ayant même pas eu le droit à la pleine compensation du renchérissement, peinent de plus en plus à joindre les deux bouts. La 13^e rente réclamée par les syndicats et la gauche a été balayée. Aucune disposition n'a par ailleurs été acceptée par la majorité du Parlement fédéral pour contenir les coûts de l'énergie à travers, par exemple, un bouclier tarifaire. Ou pour aider les classes moyennes et inférieures à maintenir un pouvoir d'achat rongé par le renchérissement et une baisse des salaires réels pour la troisième année consécutive. La réforme du 2^e pilier qui a marqué ces quatre dernières années pénalise, elle encore, les bas revenus et les femmes, en dépit des promesses qui leur avaient été faites de compenser le relèvement de l'âge de leur retraite. Du vent. Des rentes encore diminuées. Et une précarisation qui gagne du terrain.

Il sera aussi indispensable, en remplissant son bulletin de vote, de prendre en compte l'engagement des formations politiques et de leurs représentants en matière d'environnement, le changement climatique figurant parmi les préoccupations principales de la population. A ce

titre, Greenpeace et ses partenaires ont analysé le comportement de vote des politiciens au cours de cette législature (ecorating.ch/fr). De quoi donner un aperçu de l'importance accordée à la question en cette année où les températures mondiales ont battu tous les records et un mois de septembre le plus chaud jamais enregistré.

Dans ce contexte, toutes les voix comptent pour contrecarrer la politique égoïste de l'UDC et de la droite et un néolibéralisme destructeur qui ne profite qu'aux nantis. Toutes les voix comptent pour contribuer à un changement de paradigme qui ne génère pas un nombre croissant de laissés-pour-compte et fasse barrage aux risques d'une paupérisation élargie. A l'heure du choix, il faudra se souvenir des personnes qui ont préféré défendre les intérêts des banques à coup de milliards plutôt que d'aider les moins bien lotis ou encore qui ont attaqué les salaires minimums. Et se tourner vers celles qui se sont battues pour une meilleure redistribution des richesses, une égalité dans les faits, une réduction du temps de travail sans diminution de salaire... Plusieurs syndicalistes figurent sur les listes - rappelons dans la foulée que l'Union syndicale suisse se mobilise pour une augmentation générale des rémunérations de 5% l'an prochain. Elisons des candidates et des candidats qui partagent des valeurs de solidarité et de justice sociale sans perdre de vue l'urgence climatique. ■

PROFIL



Laetitia Marchand Aymon, en mouvement. **PAGE 2**

HISTOIRE

L'influence de Lip sur les mouvements sociaux.

PAGE 5

VAUD

Les initiatives pour le salaire minimum ont abouti.

PAGE 7

ENVIRONNEMENT

Une convergence des luttes indispensable.

PAGE 9

LE MOUVEMENT, SOURCE D'ÉQUILIBRE

Coach en activités physiques et adaptées, Laetitia Marchand Aymon travaille essentiellement avec des personnes atteintes du cancer. Plus qu'un métier, une vocation

Sonya Mermoud

Le mouvement comme source d'équilibre. Voilà le mantra de Laetitia Marchand Aymon, 50 ans, habitant Crans-Montana en Valais. Cette infirmière et coach diplômée en activités physiques et adaptées propose des programmes personnalisés à des adultes et des enfants frappés par le cancer et formant 80% de sa clientèle. Elle les aide à se reconnecter à leur corps et à prendre soin d'eux-mêmes; à anticiper ou à rompre le cercle vicieux du déconditionnement physique et psychosocial. «Je travaille sur le maintien des forces musculaires et de l'endurance. Plus vite on agit après le diagnostic, meilleurs sont les résultats pour contrer les risques de pertes musculaires provoquées par les traitements», poursuit la professionnelle, précisant que la démarche n'inclut aucune notion de performance. «Chaque mouvement, chaque pas compte. Les 95% des personnes atteintes d'un cancer éprouvent de la fatigue qui ne disparaît pas avec le repos. En revanche, si elles bougent, elles se sentiront mieux», affirme la spécialiste, titulaire d'un master en exercice, sport, santé et handicap, qui n'a eu de cesse d'élargir ses connaissances.

DU SUR-MESURE

Laetitia Marchand Aymon a ainsi consacré plusieurs années de sa vie à effectuer des études et de la recherche sur l'impact de l'activité physique adaptée (APA) en particulier pour les enfants souffrant de maux chroniques. Un parcours mêlant empirisme et terrain qui l'a conduite ensuite à enseigner à l'Université de Genève les fondamentaux de l'APA ou encore à participer à la création d'un master dans le domaine pour cette institution et celle de Lausanne. Aujourd'hui, la jeune cinquantenaire, également titulaire d'un master en PNL, donne encore une formation et des conférences ponctuelles et collabore avec les hôpitaux du Valais et les HUG dans la ville du bout du lac. Mais son activité principale se tourne vers les bénéficiaires de ses prestations dont une

majorité de femmes souffrant du cancer du sein. Dans ce contexte, la campagne Octobre rose destinée à sensibiliser les femmes au dépistage de cette maladie prend tout son sens. La coach regrette cependant que d'autres types de cancers ne fassent pas l'objet d'une même attention. Son accompagnement, Laetitia Marchand Aymon le propose directement au domicile des malades ou organise des séances en plein air. Il lui arrive aussi d'intervenir sur leur lieu de travail. «J'emmène du matériel léger, mais avec lequel on peut faire beaucoup», précise la thérapeute, insistant sur l'importance de trouver, même pour les plus rétifs à l'activité physique, des moyens afin qu'ils éprouvent du plaisir. «Je fais du sur-mesure. Parler permet aussi de détourner au besoin la notion de l'effort.» L'accompagnement, intensif, dure généralement trois à quatre mois – mais il est possible de le prolonger. A la fin de la période, Laetitia Marchand Aymon s'assure que les participants ont un projet pérenne, soulignant une nouvelle fois les bienfaits de la démarche.

SPORT ET MÉDITATION

Si l'activité physique se situe au cœur du travail de Laetitia Marchand Aymon, la coach joue aussi très souvent le rôle de confidente. A l'écoute de moments de tristesse, de colère, de découragement... «C'est parfois difficile. Des liens se créent. J'ai perdu des patients en route. En tant qu'indépendante, je n'ai pas de débriefing. Mais j'ai des contacts avec des oncologues. Ma formation d'infirmière m'a aussi donné des outils pour faire face à ces situations.» La thérapeute recourt également à la méditation et bien sûr au sport – course, ski de randonnée, vélo, etc. – pour faire le vide. «L'exercice fait partie intégrante de mon hygiène de vie depuis l'enfance. Maman a toujours beaucoup marché. Je me déplaçais à vélo. Le sport et la musique ont rythmé ma jeunesse», raconte celle qui a appris la flûte traversière, un instrument qu'elle a néanmoins abandonné, alors qu'elle n' imagine pas renoncer à bouger, «au minimum trois fois par semaine». Comme elle a également besoin d'espaces de silence, de

solitude, pour se ressourcer. Essentiel dans l'existence de Laetitia Marchand Aymon, le mouvement s'exprime aussi dans le plaisir que cette femme, mariée et mère d'un adolescent de 14 ans, ressent à voyager et à découvrir de nouvelles cultures. Elle n'a ainsi pas hésité à suivre son époux à Londres, à Hong Kong ou encore à Tokyo, métropoles où elle a vécu plusieurs années. La capitale japonaise l'a particulièrement séduite. «Au Japon, on est surpris chaque jour, on sort de sa zone de confort. C'est une société très codifiée, mais on croise aussi bien des personnes portant le costard, que d'autres en habit de mangas ou en kimono. On apprend la tolérance, l'absence de jugement.»

PRENDRE SOIN DE SOI

De nature curieuse, battante et résolument optimiste, créative, Laetitia Marchand Aymon lie le bonheur au sentiment d'aimer et d'être aimé. «Je suis heureuse», lance-t-elle sans hésiter, estimant la vie trop belle et courte pour se la gâcher. Parmi les personnes qu'elle admire, elle cite Mère Teresa, touchée par son engagement humanitaire. «Une sœur et une femme remarquable», souligne cette catholique, aussi inspirée par le bouddhisme, croyant aux énergies, et qui confie prier «pour se connecter, s'ancrer dans quelque chose de plus grand». Au chapitre des loisirs, Laetitia Marchand Aymon mentionne son intérêt pour

l'art, les concerts de musique classique ou encore le ballet, alors que mer et rochers, ou le ciel, contemplé à l'ombre d'un séquoia, constituent des tableaux propres à émouvoir cette hypersensible. Qui, en guise de mot de la fin, invite chaque personne à «s'autoriser à prendre soin de soi, à ne pas s'oublier». Une proposition encore révélatrice de la personnalité empathique de Laetitia Marchand Aymon, elle qui voue son existence à épauler les autres, à les amener à s'occuper d'eux, à les écouter et toujours avec un souci constant de bien faire... ■

www.laetsmvoe.com



«La majorité de mes clientes sont des femmes atteintes du cancer du sein. La campagne de dépistage Octobre rose est pertinente», note Laetitia Marchand Aymon insistant sur les bienfaits de l'activité physique pour les malades, aussi bien pour le corps que d'un point de vue psycho-émotionnel.



LES TRAITS TIRÉS

Vincent

UNE MANIFESTATION ÉNERGIQUE À ZURICH

Samedi dernier, environ 1 200 électriciens et techniciens du bâtiment ont manifesté pour de meilleures conditions de travail

Textes Aline Andrey

C'est une première. Une manifestation commune a réuni environ 1 200 électriciens et techniciens du bâtiment de toute la Suisse. Ensemble, ils sont descendus dans les rues de Zurich pour demander à leurs employeurs de meilleurs salaires, moins de pression et une retraite anticipée, en vue du renouvellement de leurs conventions collectives de travail (CCT) pour 2024. Dans un communiqué commun, Unia et Syna interpellent: «Ils et elles ne se battent pas seulement pour améliorer leurs conventions collectives de travail respectives renégociées cette année pour quelque 50 000 salariés, mais aussi pour notre avenir à toutes et tous. Car ces métiers sont essentiels pour assurer la transition énergétique et les objectifs climatiques de la Suisse. Si rien n'est fait aujourd'hui pour contrecarrer la grave pénurie de main-d'œuvre dans ces professions, ces objectifs seront voués à l'échec. Raison pour laquelle l'attractivité de ces métiers doit être améliorée.»

PÉTITIONS REMISES

La manifestation a été haute en couleur. Des pétitions, réunissant 7883 signatures, ont été remises par les manifestants aux sièges nationaux des associations patronales EIT.swiss (électricité) et Suissetec (technique du bâtiment). Les revendications principales? Des salaires attractifs, des indemnités de repas de 20 francs (contre 15 francs actuellement pour la technique du bâtiment et 16 francs pour les électriciens), le paiement de l'ensemble des trajets professionnels, une retraite anticipée à 62 ans et une semaine de plus de vacances.

Actuellement, des dizaines de milliers de places de travail supplémentaires sont nécessaires pour rénover les bâtiments, remplacer les systèmes de chauffage et poser des installations solaires. Les besoins sont énormes. Mais, selon les syndicats, «ils ne pourront assurément pas être couverts si les salaires restent en deçà du renchérissement, si la pression au rendement sur

les chantiers ne cesse d'augmenter, et si la conciliation entre travail et vie privée en souffre». «Les conditions de travail doivent être améliorées sans attendre, exige Aldo Ferrari, coresponsable du secteur des arts et métiers d'Unia. Le succès de cette manifestation confirme que l'écrasante majorité des salariés de l'électricité et de la technique du bâtiment réclame de meilleurs salaires et des horaires de travail plus supportables.» Même écho du côté de Michele Aversa, responsable de la branche électrique du syndicat Syna, qui revendique «une revalorisation générale des salaires d'au moins 1% en plus de la compensation du renchérissement». «L'introduction d'une retraite anticipée est aussi nécessaire pour permettre aux salariés de finir leur carrière professionnelle dans la dignité, comme c'est déjà le cas dans de nombreuses professions de la construction», précise-t-il. De surcroît, les syndicats demandent que les heures supplémentaires soient limitées et que les employés aient leur mot à dire sur le moment et la manière pour les compenser. ■

DEUX CCT À RENOUELER

Les partenaires sociaux des deux branches sont en négociations en vue du renouvellement des conventions collectives de travail pour 2024. La CCT de la branche de l'électricité régit les conditions de près de 24 000 travailleurs dans toute la Suisse, excepté les cantons de Genève et du Valais qui ont leurs propres accords. La CCT Technique du bâtiment, elle, s'applique à 22 000 professionnels actifs dans le chauffage, la climatisation, l'installation sanitaire, la ventilation, la ferblanterie ou encore les installations solaires. Toute la Suisse y est assujettie hormis les cantons de Genève, Vaud et Valais qui ont leurs propres conventions. ■



Les manifestants ont réclamé des salaires attractifs, des indemnités de repas de 20 francs, le paiement de l'ensemble des trajets professionnels, une retraite anticipée à 62 ans et une semaine de plus de vacances.



Formation d'adultes: une CCT exemplaire a été signée

Avec sa nouvelle CCT, l'ECAP, l'institut de formation d'adultes et d'encouragement à l'intégration, montre la voie, selon les syndicats

Textes Aline Andrey

Après plus de deux ans de négociations, les syndicats Unia et SSP, ainsi que la représentation du personnel et la direction de l'ECAP se sont entendus sur une nouvelle Convention collective de travail (CCT). Elle prévoit des améliorations telles que trois semaines de congé paternité; des avancées dans les domaines de la planification du travail, des horaires de travail et de la protection de la santé; davantage de vacances pour le personnel non enseignant; plus de sécurité grâce à une meilleure réglementation des pauses; de meilleures allocations d'ancienneté; une représentation du personnel supplémentaire pour le personnel non enseignant et le renforcement de la commission paritaire, ainsi que du développement professionnel; la possibilité de négociations de plans sociaux même dans des cas individuels.

UNE BRANCHE PEU RÉGLEMENTÉE

«La CCT de l'ECAP est exemplaire et montre la voie dans une branche où les

conditions de travail sont soumises à une forte pression et sont peu réglementées», déclare Leena Schmitter, responsable des négociations à Unia. Car «les salaires bas, la grande flexibilité, les faibles taux d'occupation, qui ne sont souvent même pas garantis, ainsi que les annulations de cours sont le quotidien de nombreux salariés. La CCT de l'ECAP constitue ici un contrepoids important.» Elle apporte ainsi aux employés travaillant dans la formation d'adultes et dans l'intégration une protection essentielle. «De bonnes conditions de travail sont indispensables pour un enseignement de haute qualité», soulignent les syndicats et la direction dans un communiqué commun. Guglielmo Bozzolini, directeur de l'ECAP, déclare: «Dans une période où la pénurie de personnel qualifié est grande et où nous nous efforçons de rendre la formation d'adultes attrayante, il est très important de nous positionner non seulement comme une entreprise solide, mais aussi comme un employeur qui offre de bonnes conditions de travail et d'engagement. A cet égard, l'ECAP fait un travail de pion-

nier et nous sommes fiers de signer une CCT exemplaire pour le secteur.»

Les partenaires sociaux indiquent de surcroît ce fait: «Les conditions de travail dans le domaine de la formation d'adultes sont sous pression, car le critère du prix est de plus en plus important lors de l'attribution de mandats publics.» Or, selon eux, les pouvoirs publics ont des obligations pour encourager de «bonnes conditions de travail ainsi que la qualité et le professionnalisme de l'enseignement» et ainsi lutter contre le dumping salarial. Micha Amstad, responsable des négociations au SSP, explique: «Les pouvoirs publics doivent assumer leur responsabilité et accorder plus de poids aux conditions de travail et à la qualité de la formation lors d'appels d'offres.»

La nouvelle CCT entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2024. Elle concerne plus de 1000 employés. Mais c'est l'ensemble de la branche qui devrait en profiter. ■

DES RACINES SYNDICALES

Depuis une cinquantaine d'années, l'organisation ECAP se consacre à la formation d'adultes. Son siège est à Zurich, mais elle dispose de neuf bureaux régionaux dans toute la Suisse. Ses activités se concentrent sur la formation des travailleuses et des travailleurs non qualifiés et/ou immigrés. Plus de 50 000 personnes bénéficient de ses enseignements chaque année, faisant de l'ECAP l'une des plus grandes institutions de formation pour adultes en Suisse. Elle a été créée en 1970 par le syndicat italien CGIL. Depuis 1984, l'ECAP collabore avec l'Union syndicale suisse, le syndicat espagnol Comisiones Obreras et le syndicat portugais CGTP. Depuis 2006, elle a un accord de collaboration avec le syndicat Unia. En Suisse romande, elle propose notamment des cours de langue française ou des cours de technique de recherche d'emploi à Lausanne, Nyon, Vevey, Yverdon-les-Bains, Le Sentier, La Chaux-de-Fonds et Neuchâtel. L'ECAP mène aussi le projet Progredir pour permettre aux femmes migrantes actives dans les secteurs de la restauration, de l'hôtellerie et du nettoyage d'acquérir des connaissances spécialisées, des compétences linguistiques et des connaissances de culture générale pour l'obtention d'un certificat reconnu. ■

Plus d'informations sur:
ecap.ch/fr/sièges-locaux/vaud/actuel
unia.ch/fr/monde-du-travail/de-a-a-z/formation

Besoin de faire le point et de définir vos objectifs ?



Le bilan de compétences peut vous aider!

L'approche tient compte des expériences que vous avez acquises dans tous les domaines (travail, formation, famille, engagement bénévole).

Chacun d'entre nous a besoin, à un moment donné, de faire le point sur son propre parcours et ses souhaits pour l'avenir. Le bilan de compétences est une démarche qui va vous permettre de savoir où vous en êtes professionnellement et personnellement.

Il est un révélateur des potentiels. Il s'applique à toutes et à tous, quel que soit l'âge, le statut ou le niveau d'études.

Une séance d'information est proposée avant le cours (participation indispensable).

Mardi, 31 octobre 2023 à 19h00

Secrétariat Unia, rue de la Jeunesse 2, 2e étage (nouveaux locaux), 2800 Delémont

Informations et inscription:

transjurane@unia.ch, T 0848 421 600
Michele De Bonis, T 079 297 38 80



UNIA

Dans l'urgence, donner les premiers soins

www.msf.ch
CCP 12-100-2



Chaque enfant dans le monde a le droit de manger à sa faim.

Tout simplement, avec votre don.

tdh.ch/tout simplement



Faites un don avec TWINT

MOVENDO

L'institut de formation des syndicats



Inscrivez-vous en quelques clics depuis notre site internet: Scannez-moi!

Quelques places sont encore disponibles dans nos cours à partir de fin octobre:

Cours tout public

Horaires irréguliers : comment rester en forme? - asa

Lu 30.10 Morges, Hôtel La Longeraie

Protéger ses données sur internet

Me 1.11 Lausanne, Hôtel Mirabeau

Parler en public, le débat

Lu 6.11 Yverdon, Hôtel La Prairie

Droits des étrangers: situation et perspectives

Je 9 - Ve 10.11 Morges, Hôtel La Longeraie

Être résilient-e ou comment rebondir après une crise

Je 7 - Ve 8.12 Lavey, Grand Hôtel des bains

Cours pour membres de représentations du personnel et militant-es

Prise de note efficace et rédaction de P.V.

Je 2 - Ve 3.11 Ste-Croix, Hôtel de France

Journée d'étude pour les représentant-es du personnel:

Le défi climatique pour les travailleuses et travailleurs

Lu 6.11 Berne, Unia secrétariat central

Webinaire live gratuit et tout public

Sommeil et santé, les bases

Ma 21.11 - 18h30-20h30 Online

Nous nous réjouissons de vos inscriptions!

N'hésitez pas à nous contacter pour tout complément d'information.

Pour les membres des syndicats, les frais d'au moins un cours par an sont pris en charge par le syndicat d'affiliation.

Informations et inscriptions:

www.movendo.ch, info@movendo.ch, téléphone 021 310 48 70.

WWW.EVENEMENT.CH

Institut de formation des syndicats de l'Union syndicale suisse (USS)

MOVENDO

Pour l'administration des cours de notre programme en langue française, nous recherchons pour une entrée en fonction entre le 1^{er} février et le 1^{er} mars 2024:

Un-e coordinateur-trice de formation (70% à 80%, de langue principale française)

En tant que membre d'une petite équipe, vous serez en charge de l'administration d'une partie de notre programme de cours en français. Vous êtes titulaire d'un certificat fédéral de capacité d'employé-e de commerce ou avez une formation équivalente avec de très bonnes connaissances orales et écrites d'allemand.

Délai de postulation: 31 octobre 2023.

Vous trouvez l'annonce complète sur notre site www.movendo.ch

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL

Place de la Riponne 4
1005 Lausanne
Tél. 021 321 14 60
Fax 021 321 14 64
redaction@evenement.ch
www.evenement.ch

ÉDITEUR L'Événement syndical
Syndicat Unia

PRÉSIDENT Yves Defferrard

RÉDACTRICE EN CHEF Sylviane Herranz

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE
Sonya Mermoud

ADMINISTRATEUR Nicolas Jacot

JOURNALISTES

Sylviane Herranz, Sonya Mermoud,
Aline Andrey, Manon Todesco,
Jérôme Béguin

COLLABORATEURS RÉGULIERS

Evelyne Brun, Vincent Di Silvestro,
Christophe Gallaz, Ambroise Héritier,
David Prêtre, Jean-Claude Rennwald

PHOTOGRAPHES

Thierry Porchet,
Olivier Vogelsang

ABONNEMENTS 39 éditions par an

Abonnement annuel Fr. 60.-
Abonnement de soutien Fr. 100.-
forum@evenement.ch
Publicité pub@evenement.ch

CONCEPTION & MISE EN PAGES

Atoll "ilots graphiques"
Catherine Gavin

IMPRESSION

Pressor SA, Delémont
Tirage contrôlé 49870 exemplaires



«LIP A REMIS EN CAUSE LA PAIX DU TRAVAIL EN SUISSE»

Un séminaire de l'Université de Lausanne s'est penché sur le soutien apporté dans notre pays à l'expérience autogestionnaire de Besançon et son influence sur les mouvements sociaux

Jérôme Béguin
Photos Thierry Porchet

Il y a cinquante ans, les 1200 ouvriers de Lip à Besançon, en France, entraient en grève pour s'opposer au licenciement de la moitié d'entre eux. Occupant leur usine, ils décidèrent de continuer à produire des montres et à les vendre directement pour garantir le paiement de leurs salaires (lire notre édition du 13 septembre). Cette expérience d'autogestion suscitait un grand mouvement de solidarité jusqu'en Suisse. Un séminaire, tenu à l'Université de Lausanne le 29 septembre, s'est penché sur ce soutien et l'influence de Lip dans notre pays.

Des groupes d'appui aux Lip se forment dans les principales villes, ils

sont constitués de syndicalistes et de militants des mouvements de gauche et libertaires, comme la Ligue marxiste révolutionnaire (LMR), a indiqué Cécile Péchu, maîtresse d'enseignement et de recherche en sociologie politique à l'Université de Lausanne. «Il y a un double objectif: soutenir la lutte et répandre l'exemple de Lip en Suisse, afin que les expériences les plus avancées deviennent un acquis pour les travailleurs suisses.» Cette solidarité butte toutefois sur le syndicat FTMH, ancêtre d'Unia. «La méthode d'action des Lip ne convient pas en Suisse, il y a la paix du travail qui empêche la grève, donc il faut éviter d'en parler.» Surtout que l'entreprise helvétique Ebauches SA, qui donnera par la suite naissance au groupe Swatch, est l'un des princi-

paux actionnaires de Lip... «La direction de la FTMH est notamment absente des manifs de soutien, mais des syndiqués vont passer outre.» A l'instar du comité des métaux de la FTMH à Genève. «Le soutien prend la forme de meetings, de manifs, de distribution de tracts, de ventes de montres et de visites à Besançon. Le passage de la frontière n'est pas évident, les banderoles sont confisquées et les participants fichés.»

TOURISME RÉVOLUTIONNAIRE

C'est un véritable «tourisme révolutionnaire» qui se met en place durant l'été 1973. Alors âgé de 17 ans et militant de la LMR, José Sanchez fut l'un de ceux qui firent le voyage de Franche-Comté. «Ce qui était incroyable, c'était de pouvoir rentrer dans l'usine», a-t-il dit au séminaire. Il précise à *L'Événement syndical*: «Durant les grèves de Bulova, Dubied ou Matisa, on ne pouvait pas entrer. Là, les travailleurs voulaient s'ouvrir. Il ne s'agissait pas seulement de visiter des locaux, on voyait comment la grève s'organisait avec les commissions, on pouvait assister à l'AG et les travailleurs étaient toujours prêts à discuter. Il y avait cette volonté d'être transparent et ouvert, alors qu'à l'époque, il existait beaucoup de sectarisme au sein des organisations syndicales et politiques. Les Lip nourrissaient une grande sympathie et s'appuyaient sur celle-ci.» «Pour nous, à la Ligue, c'était l'utopie du mouvement ouvrier qui se réalisait. On parlait du socialisme et du contrôle ouvrier, mais il fallait remonter presque à la Commune de Paris pour voir ça et, tout à coup, de nouveaux horizons s'ouvraient à nous», se souvient le Neuchâtelois, aujourd'hui membre de Solidarités.

LES MONTRES PASSENT EN CONTREBANDE

Intervenant au séminaire, Georges Tissot était à l'époque à la Fédération genevoise des syndicats chrétiens, devenue le Sit. Le syndicaliste s'est rendu aussi à plusieurs reprises à Besançon et se rappelle que les soutiens genevois à Lip avaient mis en place en 1978 un commerce de montres. «On s'arrangeait pour passer les montres à la frontière lorsque le douanier syndiqué CFDT était de service... On en a vendu pas mal.»

Autre invité genevois au séminaire, Luis Blanco militait en 1973 à l'ATEES, l'association des travailleurs immigrés en Suisse. «1973, c'était aussi le Chili, le Vietnam, la solidarité était le maître-mot de la militance à l'époque.» L'ouvrier rejoint en 1977 le comité des métaux de la FTMH. «Nous étions toujours partants pour appuyer des luttes, même si la direction du syndicat ne le voulait pas.»

Dans quelle mesure l'expérience Lip a-t-elle influencé la Suisse? «Lip s'érige en exemple de la classe ouvrière en lutte. Son mode d'action offensif est repris à Bulova en 1976, les ouvriers occupent l'usine neuchâteloise durant une semaine et saisissent le stock, il y a une tentative d'autogestion», explique Cécile Péchu. Pour Georges Tissot, «Lip a remis en cause la paix du travail. Je ne suis pas sûr que, sans Lip, il y aurait eu le débrayage à la Société genevoise des instruments de physique en 1975.» Les horlogers du Doubs ont pu inspirer aussi les occupations et les tentatives d'autogestion en 1976 à la Sarcem, société de micro-technique basée à Meyrin (GE), à l'imprimerie du *Courrier* en 1976-1977 ou chez les skis Authier dans les années 1980. Entre autres. Lip a aussi influencé la rédaction du *Manifeste 77*, le texte demandant la démocratisation de la FTMH.

CHANGEMENT D'ÉPOQUE

Et que reste-t-il de Lip aujourd'hui? «Lip est oublié, si les plus anciens s'en souviennent, pour les moins de 50 ans, c'est à peine si cela évoque quelque chose», constate Silvia Locatelli, secrétaire régionale d'Unia Neuchâtel. «Les grèves et les occupations d'usines sont de plus en plus rares. Ces dernières années, je me suis trouvée confrontée plusieurs fois à des fermetures d'entreprises et, même là, les travailleurs ne voulaient pas se mettre en grève. La pression aujourd'hui est telle qu'en sortant de l'entreprise, les gens n'ont qu'une envie, c'est de se vider la tête. Ils ne veulent plus penser au travail et il est dès lors difficile d'organiser des assemblées.» Le changement d'époque est radical, admet Luis Blanco. «Dans ces années-là, on entrait dans l'usine à la même heure, on se disait bonjour, on mangeait ensemble à la cafétéria. Quand nous avons appris le coup d'Etat au Chili, nous sommes sortis de l'usine et nous avons défilé jusqu'à la place des Nations.» Aujourd'hui, il faut à chaque mobilisation réexpliquer le droit de grève, car nombre de salariés s'imaginent que les arrêts de travail sont interdits en Suisse, relate Silvia Locatelli. Le syndicat dispense des for-

mations de base afin que les adhérents puissent se réapproprier le mouvement, ajoute la responsable syndicale. Dans ce travail de reconstruction syndicale, Lip peut encore servir d'exemple. Dans *On fabrique, on vend, on se paie* (Ed. Syllepse, 2021), Charles Piaget, la figure emblématique de Lip, raconte que les délégués syndicaux ont pris conscience en 1954, soit treize ans avant l'occupation, qu'ils ne faisaient pas le poids face à la direction. «Seul le regroupement conscient de salariés, syndiqués ou non, peut faire plier le patron.» Ils ont alors cherché à créer un «grand collectif de salariés». En s'appuyant sur un réseau de correspondants présent dans tous les ateliers et bureaux, ils ont pris soin d'informer soigneusement le personnel. Et ils ont organisé des formations militantes. Conclusion de José Sanchez: «L'occupation de Lip ne s'est pas réalisée de manière spontanée, elle est le résultat d'une stratégie de lutte qu'on appellerait aujourd'hui inclusive. Des luttes, même petites, se préparent à l'avance, on a tendance à l'oublier à l'ère des réseaux sociaux.» ■



Luis Blanco, qui était à l'époque syndicaliste de la FTMH, et Silvia Locatelli, secrétaire régionale d'Unia Neuchâtel.



Georges Tissot militait à la Fédération genevoise des syndicats chrétiens, l'ancêtre du Sit.



José Sanchez a découvert Lip à 17 ans comme militant de la LMR.

POING LEVÉ

WATERGATE À VITTEL

Par Jérôme Béguin

«Buvez, éliminez...» Depuis mai dernier, les salariés de Nestlé Waters à Vitte, dans l'est de la France, se battent contre un plan prévoyant la réduction d'un quart des effectifs: 171 emplois sont menacés. Cette réorganisation du site des Vosges, d'où sortent les bouteilles des marques Vitte, Contrex et Hépar, est, selon l'entreprise, «motivée par la décision prise en 2022 d'arrêter la commercialisation de Vitte en Allemagne». De plus, Nestlé Waters, qui fait jaillir chaque année un milliard cinq cents millions de bouteilles de Vitte et de la commune voisine de Contrexéville, serait victime des «conditions climatiques», soit de la sécheresse. Au printemps, deux forages à sec d'Hépar ont dû être fermés, réduisant de 60% la production. On n'en serait sans doute pas là aujourd'hui si la société avait modéré ses appétits de profits et géré durablement la ressource. Depuis des années pourtant, riverains et associations ont pointé la chute drastique du niveau de la nappe phréatique dans les deux stations thermales. Les médias allemands ont donné de l'écho à ces lanceurs d'alerte, provoquant un boycott outre-Rhin.

«Envoyé spécial» fait des vagues. En plus, la campagne environnante est parsemée d'immenses fosses remplies de déchets et de collines entières de cadavres de bouteilles éventrées ou en morceaux, comme l'a montré un reportage édifiant d'*Envoyé spécial* diffusé fin août sur France 2. Même des arbres poussent sur ces grandes buttes. Le risque, c'est que les microparticules libérées par la désagrégation de ces plastiques atteignent les nappes aux côtés d'autres polluants. Mais Nestlé Waters, qui évolue dans le giron du groupe suisse basé à Vevey, n'est pas du tout pressée de délier les cordons de sa bourse pour nettoyer ces cochonneries.

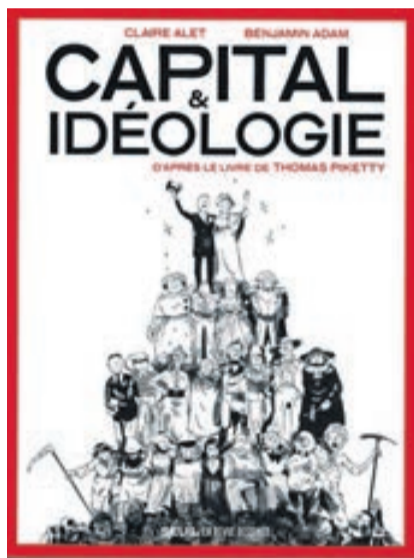
Nestlé Waters n'est pas à sec. Nestlé Waters est aussi près de ses sous pour ce qui concerne le plan social. L'entreprise a pour l'heure refusé la contre-proposition des syndicats qui consiste en des départs volontaires et une préretraite pour 151 travailleurs en fin de carrière. Ce plan permettrait d'éviter les licenciements secs ou de considérablement les réduire et ainsi de limiter la casse sociale. Né dans les Vosges, l'écrivain Nicolas Mathieu a bien décrit le contexte et les conséquences de la désindustrialisation dans cette région, il faut lire *Aux animaux la guerre* et *Leurs enfants après eux*, pour lequel il a reçu le Prix Goncourt. De nouvelles rencontres entre la direction et les syndicats sont prévues cette semaine, le délai de consultation s'achevant ce vendredi 13 octobre. Nestlé Waters, dont le chiffre d'affaires est de 4 milliards d'euros, a les moyens de signer un plan social digne de ce nom. Les salariés ont raison de faire grève et de continuer à se battre, nous ne pouvons que leur témoigner notre solidarité. ■

LA SAGA DES INÉGALITÉS

Grâce à la bande dessinée *Capital & idéologie*, Claire Alet et Benjamin Adam rendent accessible à tout un chacun l'imposante enquête historique et mondiale de l'économiste Thomas Piketty sur les inégalités. Un ouvrage didactique, global et nécessaire

Textes Nicolas Jacot

Si vous n'avez pas encore eu le courage de vous attaquer aux 1200 pages de *Capital & idéologie*, l'étude consacrée aux inégalités sociales de l'économiste français Thomas Piketty, rassurez-vous! La journaliste Claire Alet et le dessinateur Benjamin Adam en proposent une version illustrée en bande dessinée. Couvrant une vaste période allant de 1789 à 2020, l'album raconte la destinée d'une famille privilégiée sur huit générations. Au centre de ce récit non chronologique, Jules,



le personnage principal, né à la fin du XIX^e siècle, incarne le rentier au sommet d'une société hyperinégalitaire où la propriété est sacrée. Mais d'où vient cette fortune familiale? Et comment va-t-elle fluctuer durant le XX^e siècle? A travers les parcours des aïeux et des descendants de Jules, le lourd secret à l'origine de ce patrimoine apparaît progressivement. Avec Pierre le propriétaire terrien durant la Révolution française, Marguerite la journaliste humaniste, Elinor la cousine installée dans l'Inde des années 1860, ou encore Christine l'enseignante soixante-huitarde, la «petite histoire» de ce clan s'inscrit dans la «grande histoire».

Car bien au-delà de la saga romanesque teintée d'humour, il s'agit bien d'un ouvrage qui vient décortiquer les inégalités sociales et leur origine. Comment se sont-elles développées, pour finalement devenir la norme? Quels rôles jouent les régimes politiques dans leur constitution et leur justification?

IMPÔTS ET ESCLAVAGE

Parallèlement au récit familial, de nombreuses explications en aparté permettent de contextualiser et d'exposer les analyses économiques et historiques de Thomas Piketty. Faisant preuve d'inventivité et d'un travail de vulgarisation précis, les auteurs proposent des graphiques originaux et des cases de décryptage présentant des

exemples concrets qui viennent ajouter une dimension pédagogique au texte. Au centre des éclaircissements se trouve notamment le système des impôts présentés comme nécessaires non seulement pour réduire les inégalités mais également pour le bon fonctionnement de l'économie. Impôts proportionnels, impôts progressifs, rôle capital des deux guerres mondiales, révolution conservatrice et inefficacité de la politique du ruissellement font partie des points développés. Abordant aussi la question du commerce d'esclaves, les auteurs analysent: «Déplorer la fin de l'esclavage pour des histoires d'argent est extrêmement choquant. Nos ancêtres n'avaient-ils aucun sens moral? Si. Les arguments moraux ont joué un rôle dans les abolitions, mais ce sont bien les arguments économiques qui ont primé. Non sans un certain cynisme...» Tout en soulignant que le comportement de la société actuelle n'est pas forcément plus respectable: «Qu'est-ce qui dans [notre] mode de vie fera honte à ceux qui [nous] suivront?» Attitude envers les personnes migrantes, exploitation des populations du Sud pour satisfaire la surconsommation des Occidentaux, tourisme de masse, numérisation galopante, etc. Autant de manifestations claires des inégalités actuelles suggérées dans cet ouvrage et qui ne manqueront pas d'être jaugées par les générations à venir. ■



Claire Alet, Benjamin Adam, *Capital & idéologie*, d'après le livre de Thomas Piketty, Editions Seuil & La Revue dessinée, 2022.

UN MONDE D'HOMMES

Relatant son expérience de travailleuse dans les sables bitumineux de l'ouest du Canada, l'autrice de bandes dessinées Kate Beaton propose *Environnement toxique*: un roman graphique dense qui traite de la banalisation du harcèlement dans le cadre professionnel

En 2005, alors âgée de 21 ans, Kate Beaton est fraîchement diplômée en sciences humaines. Afin de rembourser un important prêt étudiant auquel s'ajoutent d'ici peu des intérêts élevés, la jeune femme décide de quitter sa Nouvelle-Ecosse natale sur la côte est du Canada où les perspectives d'emploi sont faibles. Sa destination: l'Etat d'Alberta, à des milliers de kilomètres dans l'ouest du pays. Et plus particulièrement la région des sables bitumineux, une sorte d'Eldorado où différentes compagnies exploitent les terres pour en extraire du pétrole. Car là-bas, le travail ne manque pas et la dureté de la tâche est compensée par des salaires relativement généreux. Sur les conseils de son oncle, elle tente d'obtenir un boulot dans un dépôt d'outils pour acquérir de l'expérience. L'objectif étant d'entrer dans un «camp» où les salariés vivent en vase clos et en communauté, mais où la paie est encore meilleure.

Rapidement, la jeune Canadienne va découvrir un univers de travail hypermasculin où les femmes ne représentent que 2% des employés. Le harcèlement, le sexisme et les tentatives de flirt deviennent son quotidien. Des comportements qui se réclament de l'humour, mais qui n'en sont pas. La nuit, dans les baraquements où dorment les ouvriers, des mains viennent incessamment tenter d'ouvrir la porte de sa chambre. Des rumeurs circulent

à son propos. Son corps est scruté, moqué, jugé... Quand elle tente d'alerter sa hiérarchie, on la remet gentiment à sa place et on couvre les dérives.

UN SYSTÈME CAPITALISTE ALIÉNANT

Au fil de ce roman graphique, Kate Beaton décrit un microcosme étouffant, représentatif de certains milieux professionnels. Le pire étant que les harceleurs et les agresseurs sont des hommes comme les autres que l'héroïne compare régulièrement à son père, à son oncle... Des travailleurs victimes «d'une construction sociale profondément sexiste et qui, surtout, ne supportent pas l'isolement et la dureté du travail», analyse l'éditrice dans un communiqué. Car le quotidien de ces hommes est rythmé par le froid et la dangerosité des tâches et les jours de congé sont rares. Pour faire face aux exigences de productivité, beaucoup se réfugient dans la drogue ou l'alcool. Les accidents se multiplient mais sont rapidement étouffés et les salariés préfèrent garder le silence pour conserver leur emploi.

C'est donc bien un système aliénant que Kate Beaton s'attelle à dénoncer dans cet ouvrage autobiographique. Un système mis en place par la violence d'un capitalisme exacerbé et qui se soucie peu de la santé et de la sécurité des employés. Faisant preuve ainsi d'une certaine empathie pour ces hommes qui l'entourent, l'autrice

propose un véritable témoignage de la dure réalité de ces ouvriers industriels isolés et mis sous pression. Une chronique dense et intense qui se lit d'une traite malgré ses 400 pages. ■



Kate Beaton, *Environnement toxique*, Editions Casterman, 2023.

D'ENFANT ESCLAVE À ACTIVISTE

En retraçant l'histoire vraie et dramatique du jeune Iqbal Masih, l'autrice italienne de bandes dessinées Laura Scarpa vient rendre hommage à ce célèbre enfant militant pakistanais mort assassiné à l'âge de 12 ans. Vendu par ses parents à 4 ou 5 ans - une pratique courante dans le Pakistan des années 1980 - le garçon est dès lors réduit à l'état d'esclave. Durant plusieurs années, il sera exploité par différents fabricants de tapis dans d'atroces conditions - malnutrition, tortures en guise de punition, privé d'éducation, etc. - pour rembourser une dette familiale qui ne cesse en réalité d'augmenter. Lors d'une de ses tentatives d'évasion, il va assister à un meeting et faire la connaissance d'Ehsan Ullah Khan, le fondateur du Front de libération du travail forcé. Sous la protection de cette organisation, Iqbal devient, à l'âge de 9 ans, un militant actif contre l'exploitation du travail des enfants. «Les seuls outils qu'un enfant devrait saisir sont des crayons et des stylos», affirme notamment le jeune garçon. Lors de ses interventions, il sensibilise autant la population pakistanaise à ne pas vendre ses enfants, que les Occidentaux, en insistant sur le fait que les bas prix réclamés sur les tapis ont inévitablement des conséquences sur les conditions de travail. Également adaptée à un jeune public malgré sa conclusion dramatique, la bande dessinée est par ailleurs ponctuée de très nombreux textes poétiques, humanistes, issus notamment des cultures perse et indienne. ■

Laura Scarpa, Tarma, *Iqbal*, Editions Closure, 2023.



VAUD VOTERA SUR UN SALAIRE MINIMUM DE 23 FRANCS

Le comité unitaire a déposé ses deux initiatives pour un salaire minimum cantonal avec plus de 16 000 signatures chacune, afin de permettre aux travailleuses et aux travailleurs de vivre dignement

Aline Andrey

«**C**e salaire minimum à 23 francs est une nécessité sociale. Car seuls 50% des salariés sont protégés par une convention collective de travail. Négocier des CCT pour tous prendrait beaucoup trop de temps, d'où l'importance de cette mesure complémentaire, en plus du travail syndical.» Arnaud Bouverat, coprésident du comité, secrétaire régional d'Unia et député socialiste, a rappelé les enjeux des initiatives soutenues par la gauche et les syndicats du canton, et bon nombre d'associations. A ses côtés, une soixantaine de camarades syndicaux, d'élus du Parti socialiste, du POP, d'Ensemble à gauche et des Verts, tous unis pour défendre cette proposition d'un salaire minimum à 23 francs, indexation annuelle en sus. «Malgré les vacances estivales, nous avons réussi à récolter plus de 16 000 signatures valides par initiative (bien plus que les 12 000 nécessaires, *ndlr*), soit celle pour ancrer le principe dans la Constitution vaudoise, et l'autre, législative, pour fixer les modalités de sa mise en œuvre», précise Gabrielle Lima, coprésidente du comité unitaire et membre du parti Solidarités, sur la place du Château à Lausanne, peu avant la remise des initiatives, le 3 octobre dernier.

LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS

Hadrien Buclin, député au Grand Conseil pour Solidarités, assure que cette deuxième tentative est la bonne,



Mardi 3 octobre, le comité unitaire, composé essentiellement de syndicats et de partis de gauche, a déposé ses initiatives pour un salaire minimum à 23 francs à la Chancellerie d'Etat à Lausanne.

après celle de 2011 rejetée par 51% seulement des Vaudois et qui aurait fait du canton un précurseur. «Depuis, des salaires minimums ont été introduits dans d'autres cantons (Neuchâtel, Jura, Genève, Tessin, Bâle-Ville). Et, à chaque fois, le bilan est très positif. Des milliers de salariés voient leurs revenus augmenter. En plus, le chômage diminue, la consommation des ménages modestes favorise la création des emplois. De surcroît, le salaire minimum contribue à lutter contre les inégalités

femmes-hommes, et celles entre les plus fortunés – dont les 5% concentrent deux tiers de la richesse totale – et les plus pauvres.» «Aujourd'hui plus que jamais, des actions doivent permettre aux travailleuses et aux travailleurs de sortir la tête de l'eau!» renchérit Anaïs Timofte, conseillère communale popiste. L'économiste Samuel Bendahan, député socialiste, a calculé que rien que pour payer les augmentations des primes maladie, un salaire de 23 francs l'heure présuppose de travailler trois



heures de plus par mois: «La crise du pouvoir d'achat est colossale. Donc imaginez ce que vivent les ménages qui gagnent encore moins. C'est inacceptable. Nos initiatives permettent juste un minimum de décence. Il s'agit d'un choix démocratique dans un pays si riche.» Yusuf Kulmiye, secrétaire syndical à Syndicom et membre du Parti socialiste, a quant à lui rappelé que «les salaires réels sont en déclin alors que les richesses augmentent». Et de conclure: «Une augmentation générale

est nécessaire. Ces initiatives sont un garde-fou pour les plus précaires, les femmes et les personnes racisées.» Sur ces mots, les cartons lourds de signatures ont été transportés, à quelques pas de là, à la Direction générale des affaires institutionnelles et des communes. Face à l'urgence, liée à l'inflation, certains initiants espèrent une votation déjà en 2024... ■

«Unia 2.0»: une réforme au cœur du congrès

Dans dix jours, des déléguées et des délégués d'Unia venus de toute la Suisse se réuniront en congrès extraordinaire. A l'ordre du jour, la réforme des statuts «Unia 2.0 – Unia pour toutes et tous»

Propos recueillis par Sylviane Herranz

Le 21 octobre, plus de 300 déléguées et délégués d'Unia se retrouveront à Berne pour un congrès extraordinaire consacré essentiellement à la révision des statuts du syndicat, créé il y a presque vingt ans. Le processus de la réforme a été démarré après l'adoption de la motion d'orientation «Unia 2.0 – Unia pour toutes et tous» décidée au congrès ordinaire de 2021. Depuis, des consultations des membres et des instances militantes dans les régions, les secteurs et les groupes d'intérêts ont été effectuées et ont abouti au projet soumis au congrès extraordinaire. Les objectifs de cette révision statutaire sont, selon la motion, de développer le syndicat interprofessionnel afin qu'il regroupe tous les employés du secteur privé, d'améliorer l'allocation des ressources et de construire un syndicat plus fort, présent auprès des salariés et ancré sur les lieux de travail pour les décennies à venir. Les délégués d'Unia auront à se prononcer sur plusieurs paquets de modifications des statuts touchant aux instances dirigeantes du syndicat, aux régions et aux secteurs, ainsi qu'à la votation générale (voir encadré). Ces propositions prévoient notamment une redéfinition des compétences de plusieurs organes et un renforcement des militants au Comité central.

Pourquoi une telle réforme maintenant? Quelles en sont les attentes? Le point avec Hans Hartmann, secrétaire présidentiel d'Unia.

La réforme prévoit de faire une distinction claire entre décisions stratégiques et décisions opérationnelles. Qu'est-ce que cela impliquera concrètement?

Les propositions veillent à ce que les processus de décision internes soient plus clairs, plus légers, et avec une participation majeure de la milice, en particulier au niveau de l'organisation globale. S'il revient par exemple à l'Assemblée des délégués (AD) de déterminer les branches prioritaires annuelles d'Unia (et non plus à chaque secteur séparément, comme actuellement), les délégués devront recevoir les informations nécessaires pour se préparer à la discussion dans leurs instances respectives. La préparation de ces AD sera plus laborieuse, mais la récompense sera certainement une meilleure compréhension des questions stratégiques importantes pour toute l'organisation. C'est pareil pour le cas d'un nouveau Comité central (CC) où les militants prendront de telles décisions. L'idée est que les débats soient soigneusement préparés. Si nous le faisons bien, les délégués des régions, des secteurs et des groupes d'intérêts pourront s'impliquer davantage dans les questions concernant l'ensemble de l'organisation. Cela va de pair avec le fait que l'organe professionnel Comité directeur-Secrétaires régionaux (CD-SR) obtienne des compétences décisionnelles dans les questions opérationnelles, au sens d'un CD élargi. Nous pourrions ainsi développer une responsabilité commune pour les décisions et éviter des doublons inutiles dans les discussions, par exemple entre CC et CD-SR.

Qu'est-il attendu de cette réforme pour l'avenir?

Avec une réforme des statuts, nous ne cherchons pas à clarifier des questions d'orientation, de stratégie ou de méthodologie. Mais nous essayons d'améliorer le fonctionnement des organes de direction, afin d'arriver à de meilleures décisions ou, en tout cas, à des décisions mieux étayées. Prenons un exemple: si, à l'avenir, la question d'une manifestation nationale pour le pouvoir d'achat (ou d'une mobilisation comparable) se pose en milieu d'année en dehors de la planification prévue des priorités, nous espérons être organisés de telle manière que nos délégués de milice élus puissent apporter leur perspective ou prendre des décisions à ce sujet. Cela nous renforcera globalement en tant que mouvement de masse social et démocratique. ■

LES GRANDES LIGNES DE LA RÉFORME «UNIA 2.0»

La réforme «Unia 2.0» soumise au congrès extraordinaire contient plusieurs paquets avec des variantes au choix. Trois paquets proposent une «petite» et une «grande» réforme. Un quatrième ne présente qu'une proposition. Pour les trois premiers, un vote déterminera la préférence entre la «petite» et la «grande» réforme, puis un second vote opposera la variante majoritaire aux statuts actuels. A la fin des débats, le choix se fera entre la version finale et le statu quo. Survol des propositions.

- **Paquet de réforme I:** Il concerne l'Assemblée des délégués (AD), le Comité central (CC) et l'instance Comité directeur-Secrétaires régionaux (CD-SR) qui, dans les statuts actuels, n'a pas de compétence décisionnelle mais coordonne les tâches des régions. La principale modification concerne le CC. Aujourd'hui «exécutif élargi» d'Unia, il deviendrait l'«organe de conduite stratégique». Le CC garderait un pouvoir de décision sur les campagnes de politique syndicale et sur la coordination de la conduite du mouvement et de la politique conventionnelle. Mais perdrait ses compétences dans les fondations créées par Unia. Sa composition serait élargie en matière de présence des militants. Actuellement, outre les membres du Comité directeur, les secrétaires régionaux, des représentants des secteurs et groupes d'intérêts, seuls quelques militants en font partie. Avec la petite réforme, leur nombre serait augmenté. La grande réforme va plus loin avec davantage de membres de la base qui seuls auraient le droit de vote, les professionnels d'Unia ne gardant qu'une voix consultative. Autre grand changement: le CD-SR deviendrait l'exécutif opérationnel élargi d'Unia, chargé entre autres de coordonner l'exécution des tâches et de planifier la conduite du mouvement et des campagnes de politique syndicale.
- **Paquet de réforme II:** Les principaux changements touchent au Comité directeur, qui deviendrait l'exécutif opérationnel du syndicat, et aux secteurs. Aujourd'hui, Unia est divisé en quatre secteurs: construction, arts et métiers, industrie et tertiaire. La petite réforme ne remet pas en cause cette classification, alors que la grande prévoit de la supprimer et de donner à l'Assemblée des délégués le pouvoir de définir ces secteurs et leur nombre. Les tâches des secteurs sont aussi révisées. Il est en outre proposé de supprimer un point sur la compétence des assemblées de secteurs, de définir les points principaux des activités de leur direction et de statuer sur des propositions à l'intention des organes centraux d'Unia.
- **Paquet de réforme III:** Ce paquet concerne l'organisation et les tâches des régions qui seront redéfinies. Ainsi, l'assemblée des délégués régionale et le comité régional devraient se prononcer sur des décisions stratégiques portant sur les campagnes de politique syndicale et les CCT ne concernant que leurs régions. Un comité directeur régional serait institué, avec uniquement des cadres salariés d'Unia.
- **Paquet de réforme IV:** Il propose un élargissement du droit de «votation générale» au sein d'Unia. Les statuts actuels prévoient que les décisions importantes du Congrès ou de l'Assemblée des délégués peuvent être soumises au vote écrit de tous les membres d'Unia sur demande des deux tiers des délégués au Congrès ou, respectivement, à l'AD, immédiatement après que la décision a été prise. Avec la réforme, seule une majorité des délégués à ces instances pourrait demander une votation générale. ■ SH

QUESTIONS RÉPONSES

Quelles sont les raisons de cette révision d'ampleur des statuts?

Dans un syndicat aussi large qu'Unia, avec sa grande diversité de secteurs, de régions et de membres, il est important de se mettre d'accord sur des priorités communes. Depuis la création d'Unia, cela a toujours donné lieu à des discussions éprouvantes entre les secteurs et les régions. Le débat est nécessaire, mais des disputes permanentes sur les priorités nous paralysent. Elles rendent difficile pour les délégués de milice de s'engager de manière constructive dans les discussions stratégiques. La réforme doit créer de meilleures conditions pour cela.

QUE FAIRE EN CAS DE HAUSSE DE LOYER?

Comment savoir si une augmentation de loyer est légale et, le cas échéant, comment réagir? Quelques réponses

Textes Jérôme Béguin

En juin dernier, l'Office fédéral du logement a augmenté le taux hypothécaire de référence. La moitié des locataires pourraient dès lors se voir signifier une hausse de loyer dans les mois qui viennent. Mais attention, toutes les augmentations ne sont pas justifiées et il est possible de s'y opposer.

Le taux hypothécaire de référence, quésaco?

C'est le taux moyen que les banques appliquent aux prêts immobiliers et qui sert de base pour adapter les loyers. L'Office fédéral du logement, qui publie ce taux tous les trois mois, l'a augmenté en juin pour la première fois depuis 2009, le faisant passer de 1,25% à 1,5%, ce qui peut correspondre à une hausse de loyer de 3% pour autant que le rendement maximal fixé légalement ne soit pas déjà atteint et dépassé. Depuis 2009, le taux de référence a baissé à neuf reprises, ce qui devait être répercuté sur les loyers... Une évaluation de l'Office fédéral de la statistique montre qu'après la dernière baisse du taux de référence en 2020, moins de 30% des loyers ont été réduits. D'autres révisions à la hausse du taux hypothécaire sont prévisibles dans les mois et les années à venir. Cela ne concerne toutefois pas les logements subventionnés et les coopératives.

Peut-on faire valoir rétroactivement les baisses passées du taux?

En principe oui.

Comment vérifier si une hausse de loyer est justifiée?

Des calculateurs de loyer sont disponibles sur le site de l'Association suisse des locataires (asloca.ch) et sur le site bail.ch de l'Université de Neuchâtel. Mais un bailleur peut invoquer d'autres motifs que le taux hypothécaire pour augmenter un loyer, tels qu'une clause d'indexation, un rendement insuffisant, des travaux ou les loyers usuels du quartier. Le mieux est de s'adresser à des personnes compétentes.

Comment se faire aider?

Il faut s'adresser à son assurance juridique. Pour seulement 10 francs par

mois, les membres d'Unia et leurs proches sont couverts par la protection juridique de Coop (renseignements et inscription auprès des secrétariats et sur unia.ch). Mais attention, seuls les litiges ayant lieu après l'inscription sont pris en charge. Faute d'assurance juridique, on peut se tourner vers l'Asloca. Il est en effet possible d'y adhérer en tout temps et d'être renseigné immédiatement. «En cas de procédure, l'accompagnement peut être différent, mais les conseils pour contester le loyer sont couverts par la cotisation qu'on règle sur le moment», explique Carlo Sommaruga, secrétaire général de l'Asloca romande. «Il faut se présenter à la permanence de son lieu de logement.» Les adresses et les horaires sont consultables sur asloca.ch. La cotisation varie de 50 à 100 francs par an suivant les cantons, auxquels il faut ajouter des frais d'inscription dans la plupart d'entre eux.

Combien de temps dispose-t-on pour contester?

La contestation auprès de l'autorité compétente doit être déposée dans un délai de trente jours à compter de la réception de la notification. Même le dernier jour, il est encore temps d'agir. Mais il ne sert à rien de s'adresser directement à son bailleur ou à la régie.

Quelle est la durée de la procédure?

De quelques semaines à plusieurs mois suivant les dossiers et les spécificités cantonales.



PHOTO ILLUSTRATION/HERRY PORCHET

Toutes les augmentations de loyers ne sont pas justifiées et il est possible de s'y opposer.

La procédure est-elle gratuite?

Oui. Des honoraires sont à payer à l'Asloca, mais ils sont moindres que les tarifs des avocats et ne doivent pas être supérieurs à la réduction de loyer demandée sur une année.

Qu'est-ce que je risque?

Une «liste noire» de locataires récalcitrants circulant entre les régies est

qualifiée de «légende urbaine» sur le site de l'Asloca. Et les congés de représailles sont rares. Les locataires qui ouvrent une procédure sont protégés contre les résiliations pour une durée de trois ans. ■

Sources et informations supplémentaires sur: ofl.admin.ch, bail.ch, asloca.ch

DEUX RÉFÉRENDUMS CONTRE LES ATTAQUES SUR LES LOCATAIRES

Soutenue par l'Union syndicale suisse, l'Association suisse des locataires (Asloca) lance cette semaine un double référendum contre la facilitation des résiliations et le durcissement des conditions de la sous-location. Voulu par le lobby immobilier et imposés par la majorité de droite du Parlement, ces deux révisions vont affaiblir la protection des locataires. Grâce à la modification facilitant la résiliation

d'un bail en cas de besoin propre, les propriétaires pourront résilier plus facilement et rapidement le bail d'un logement. En cas de litige, la situation de vie des locataires ne sera plus prise en compte, même si elle est précaire, ce qui menace les ménages au revenu modeste et les personnes âgées. La seconde modification du droit du bail durcit les règles applicables à la sous-location et introduit une série de

motifs de refus. Le bailleur disposera, en outre, d'un droit de résiliation extraordinaire. D'autres révisions détériorant les droits des locataires sont déjà sur les rails du Parlement, prévient l'Asloca, il est dès lors primordial d'y mettre le holà dès maintenant. ■

Infos sur: attaque-locataires-non.ch

AGENDA UNIA

BIENNE

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Bienne: pour connaître les heures d'ouverture du secrétariat et de la caisse de chômage, merci d'appeler le 032 329 33 33.
Granges-Longeau: pour connaître les heures d'ouverture, merci de contacter le 032 653 01 11.
Lyss: le guichet est fermé. Une permanence téléphonique est ouverte au 032 329 33 33. Autres informations sur bienne-soleure.unia.ch

FRIBOURG

PERMANENCES

La permanence est ouverte par téléphone au 026 347 31 31 et par e-mail à fribourg@unia.ch. En cas de nécessité, un rendez-vous avec une ou un secrétaire syndical peut être fixé par téléphone. Les plages de temps encore disponibles sont fournies lors de l'appel téléphonique. Les entretiens ont lieu à Bulle ou à Fribourg.

BULLE - CHALET DE L'ENTRAIDE DE MONTBARRY-LE PÂQUIER

Locations: veuillez vous adresser à M. et Mme Carlos et Augustina Pinto au 078 803 62 43 ou carlosmendes614@gmail.com

GENÈVE

HORAIRES DU SECRÉTARIAT

Nous sommes ouverts le lundi de 14h à 18h, et les mardi, jeudi et vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h. Les permanences restent sur rendez-vous (à fixer au guichet ou par téléphone au numéro ci-dessous). Les adhésions pouvant être réalisées à nos guichets, nous invitons les personnes qui ne sont pas membres et qui souhaitent un conseil

à se présenter dans nos locaux. Permanence téléphonique du mardi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h au 0848 949 120.

CAISSE DE CHÔMAGE

Réception: rue des Gares 12, 1201 Genève.
Guichets: 9h-12h et 14h-17h, sauf lundi matin.
Permanence téléphonique: 058 332 11 32. De 8h à 12h et de 13h30 à 17h, sauf le mercredi après-midi.
Contact par email ou envoi des documents: sans-emploi.ch/espace-client
Formulaires U1: geneve.pdu1@unia.ch

GRUPE DES RETRAITÉS Comité des retraités

Les réunions du comité des retraités, ouvertes à tous les membres, ont lieu tous les 2^e mardis du mois, dans les locaux du syndicat, 5, ch. Surinam.

NEUCHÂTEL

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

La Chaux-de-Fonds et Neuchâtel
Permanences syndicales: lundi, mercredi et jeudi de 15h à 18h.
Ouverture des secrétariats: du lundi au jeudi de 10h à 12h et de 15h à 18h et le vendredi de 10h à 12h.

Fleurier, permanences syndicales

Les jeudis de 13h à 18h tous les 15 jours.

Ouverture du secrétariat

Vendredi de 10h à 12h.

Le Locle

Ouverture du secrétariat

Mardi et jeudi, de 10h à 12h et de 15h à 18h.

Permanence téléphonique pour toute la région: du lundi au vendredi de 10h à 12h et du lundi au jeudi de 14h à 18h au 0848 203 090.

LA CHAUX-DE-FONDS

GRUPE DES RETRAITÉS

Fondue

La traditionnelle fondue concoctée par le président aura lieu le **mercredi 18 octobre dès 11h30 au restaurant «Au Pantin»**, rue de la Ronde 5 (bus arrêt Marché) à La Chaux-de-Fonds. Merci de vous inscrire auprès de Didier Gigon **jusqu'au 16 octobre**. Tel. 032 968 63 08 ou 079 385 37 55. Venez nombreux et nombreuses et comme d'habitude amenez votre bonne humeur.

TRANSJURANE

HORAIRES DES SECRÉTARIATS Secrétariat de Delémont

Téléphone: lundi au jeudi de 9h à 11h30 et de 13h30 à 17h30; vendredi de 9h à 11h30 au 0848 421 600.

Delémont, rue de la Jeunesse 2, 2^e étage: lundi au jeudi de 9h à 11h30 et de 13h30 à 17h30.

Porrentruy, rue des Baïches 18: lundi de 13h30 à 17h30.

Tavannes, rue du Quai 20: jeudi de 13h30 à 17h30.

Saint-Imier, rue Francillon 20: mardi de 13h30 à 17h30.

CAISSE DE CHÔMAGE

Delémont: lundi, mercredi et vendredi matin de 9h à 11h30; lundi, mardi et jeudi après-midi, de 14h à 17h. Le bureau de la caisse de chômage a déménagé. Il se trouve à la place de la Gare 11.

Moutier: mercredi après-midi, de 14h à 17h.

Porrentruy: lundi après-midi de 14h à 17h; jeudi matin, de 9h à 11h30.

Saint-Imier: mardi et jeudi de 14h à 17h.

Tavannes: lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi matin, de 9h à 11h30; lundi, mardi et jeudi après-midi, de 14h à 17h.

Permanence téléphonique: 058 332 11 32.

GRUPE DES RETRAITÉS Saint-Martin

Rendez-vous mardi 14 novembre pour la Saint-Martin au restaurant de la Cigogne, à Miécourt. Avant le repas, à 11h, aura lieu une conférence dont le thème sera communiqué ultérieurement.

Inscriptions jusqu'au 10 novembre auprès de Denis Berger, au 032 422 79 42.

VALAIS

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Téléphone: 027 602 60 00 de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h30.

Ouverture des guichets: lundi, mercredi et vendredi.

Sion, Sierre, Martigny, Monthey: de 9h à 11h30.

Permanences du soir

Sierre: lundi de 17h à 19h.

Monthey: mardi de 17h à 19h.

Sion: jeudi de 17h à 19h.

Martigny: jeudi de 17h à 19h.

CAISSE DE CHÔMAGE

Téléphone: 058 332 11 32.

Du lundi au vendredi, de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h.

Ouverture des guichets:

Martigny, Monthey, Sierre, Sion

Lundi et mardi de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h,

COURRIER

ILS ÉCRÈMENT NOTRE ÉCONOMIE

La bataille électorale bat son plein. La gauche dénonce les difficultés nouvelles auxquelles est confrontée une grande partie de la population. Elle met en exergue les conséquences de l'inflation. Or, nous vivons dans un pays qui, chaque année, augmente sa productivité, dont le PIB est absolument remarquable et dont la droite ne cesse de répéter qu'il est l'un des plus riches du monde. Pourtant, selon Caritas, près d'un million de personnes vivent dans la pauvreté. Très nombreux sont ceux qui ne peuvent pas faire face financièrement à un accident ou à une facture non prévue. Les collectivités publiques tirent la langue. La politique sociale est freinée. Ce déséquilibre fait l'objet de toutes les discussions, particulièrement vives en cette période d'élections.

Comment comprendre cette situation? C'est en somme assez simple. Au moment où la répartition de la richesse produite dans l'année doit être distribuée, il n'y a que les actionnaires et leurs conseils d'administration qui y ont droit. Toute charité bien ordonnée commence par soi-même, dit un proverbe bien connu. Si les affaires n'ont pas été bonnes cette année-là, ce n'est pas une raison pour ne pas distribuer le même dividende que l'an dernier. En 2022, les dividendes ont crû de 6,2% pour atteindre 44,2 milliards. Après cette «rafle», il n'y a plus rien pour compenser la perte du pouvoir d'achat de la population.

Les pays scandinaves et l'Allemagne exigent que, dans les entreprises, à partir d'une certaine taille, les travailleurs soient représentés dans les conseils d'administration. Lors de la distribution des bénéfices de l'exercice, ils sont là pour rappeler que le capital ne sert à rien s'il n'a pas été mis en valeur par le travail et mille compétences qui méritent aussi d'être récompensées. Voilà peut-être pourquoi ces pays se retrouvent toujours en tête des pays les moins gangrenés par la corruption et parmi ceux où la justice sociale est la moins compromise. N'est-ce pas une réponse à tous ces déséquilibres? Mais c'est hélas les puissances financières qui dirigent ce pays et elles ne sont pas prêtes à céder leur capacité à écrémer l'effort de tous. ■ Pierre Aguet, Vevey

mercredi de 8h30 à 11h30, jeudi et vendredi de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h.

VAUD

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Les secrétariats de Lausanne, Nyon, Yverdon, Vevey et du Sentier ont un numéro de téléphone commun. Vous pouvez les contacter au 0848 606 606 ou au 0041 848 606 606 depuis la France.

Les permanences des secrétariats ci-dessus se font **uniquement sur rendez-vous. Elles ont lieu les lundi, mardi et jeudi de 14h à 18h.** Pour les autres secrétariats, renseignez-vous par téléphone.

Horaires téléphoniques:

Lundi à vendredi matin de 8h30 à 12h.

Lundi après-midi de 13h30 à 17h.

Mardi et jeudi de 13h30 à 18h.

Mercredi après-midi fermé.

Vendredi après-midi de 13h30 à 16h.

CAISSE DE CHÔMAGE

Lausanne, Vevey, Aigle, Morges, Nyon, Crissier, Yverdon, Payerne, Le Sentier

En lieu et place de l'envoi d'e-mails, les demandeurs d'emploi doivent désormais contacter la caisse de chômage au moyen du formulaire de contact internet disponible sur la page d'accueil **sans-emploi.ch**.

L'objectif de ce formulaire est de fournir des réponses à de nombreuses questions via la FAQ, il permet d'éviter de l'attente au téléphone et fluidifie le traitement.

Nous restons évidemment accessibles aux assurés par téléphone au 058 332 11 32 (numéro unique pour la Suisse Romande).

UNE CONVERGENCE DES LUTTES INDISPENSABLE

Unia Vaud a organisé un échange entre des travailleurs du secteur de l'industrie et des militants de la Grève pour l'avenir. Constructif

Sonya Mermoud

Quels buts poursuivent les collectifs Grève pour l'avenir et Contre-attaque et autonomie? Quelles sont les collaborations envisageables entre ces organisations et les travailleurs actifs dans le secteur de l'industrie? Le 2 octobre dernier, plus d'une vingtaine de personnes ont échangé dans les locaux d'Unia à Lausanne sur ces questions. La soirée a débuté par une présentation des deux mouvements éco-sociaux. Grève pour l'avenir a distribué un manifeste résumant ses principales revendications et insisté sur la nécessité d'accroître le cercle des intéressés. Après avoir largement mobilisé les jeunes dans les gymnases et les universités, le mouvement se focalise sur les maisons de quartier accueillant davantage de mixité sociale. Il souhaite encore œuvrer plus intensément avec les syndicats – des liens ont déjà été tissés et des manifestations communes organisées. Grève pour l'avenir travaille aussi avec Contre-attaque et autonomie, une organisation promouvant une écologie anticapitaliste. Ses deux représentants ont précisé leurs positions, refusant une «écologie des petits gestes, punitive». «Nous discutons avec tous les collectifs qui défendent une vision du monde différente.» Les présentations terminées, les deux partenaires ont appelé les travailleurs à s'exprimer sur leurs préoccupations et sur les terrains où il était possible de construire ensemble.

TRAVAILLER DANS UN FOUR...

Parmi les thèmes abordés, la question de la hausse des températures. «Je travaille dans un bâtiment très vieux. L'été, dans cette usine, c'est un four. Il y a un

effet de serre. Le thermomètre peut monter jusqu'à 45 degrés. Bien plus que les annonces météo mesurant la chaleur à l'extérieur. Et pourtant, il est très difficile d'obtenir la possibilité de faire des pauses», a témoigné un participant, avant d'enchaîner sur l'absence de protection des lanceurs d'alerte, notamment lors de la présence de produits toxiques. La peur de perdre son job en cas de revendications ou de dénonciation a alimenté la discussion. «Le patron a tout pouvoir. Il n'y a pas d'ouverture au dialogue. Les problèmes sont connus, mais comment trouver des solutions?» Les échanges ont en outre porté sur l'importance de rajeunir les rangs du syndicat, non sans dénoncer la «réussite des patrons qui fait qu'aujourd'hui chacun est dans son coin». «Comment attirer les jeunes? Il faut se rendre dans les écoles de métiers. Leur parler de visu, pas seulement via les réseaux sociaux. Nous devons faire l'effet d'aimants, être forts et rechercher des solutions.» Un autre homme, qui était présent à la manifestation pour le climat le 29 septembre à Berne, a estimé que la massive mobilisation ce jour-là donnait un signal fort, positif. Et il a appelé, parmi les idées énoncées, à promouvoir la consommation de produits locaux, à la lutte contre le gaspillage alimentaire, au soin de la nature et à l'engagement en faveur d'alternatives énergétiques «au risque de courir à la catastrophe».

L'IMPOSSIBLE CROISSANCE INFINIE

Abdou Landry, secrétaire syndical qui a organisé la rencontre avec sa collègue, Nicole Vassalli, a souligné «les défis énormes» à relever. «Rien que pour obtenir, lors de canicules, des pauses supplémentaires ou la distribution d'eau, nous devons mener des

combats sans fin. On ne trouve pas de dispositions sur ce point dans les conventions collectives de travail.» Le syndicaliste a élargi la réflexion «sur l'origine du mal» et noté que les «mesures» ne résoudront pas le problème. «Peut-on poursuivre de la sorte, avec un système de production qui ne vise que le profit?» Les participants ont également évoqué la nécessité de la baisse du temps de travail, sans diminution

du salaire, et l'impossible «croissance infinie». «Nous devons nous habituer à l'idée de réduire, de revenir à l'essentiel», a déclaré une personne, non sans ajouter: «Mais ne nous trompons pas de cible. Nous ne sommes pas coupables de la situation. On veut juste nous taxer.» Le sujet de l'éolien a aussi nourri les échanges et révélé des positions clivantes. Quoi qu'il en soit, l'importance d'œuvrer ensemble, syndicats

et organisations présentes, a suscité l'adhésion de tous. «Nous nous battons pour une justice environnementale et sociale. La convergence des luttes est essentielle», a conclu Grève pour l'avenir, avant de rappeler la date de la prochaine mobilisation, le 27 octobre, qui aura lieu dans plusieurs villes. ■

Programme et informations sur: grevepourlavenir.ch



Des travailleurs de l'industrie et des militants climatiques ont réfléchi à des actions communes. Si la collaboration avec le syndicat n'est pas nouvelle, les deux parties souhaitent la renforcer. Photo: manifestation du 30 septembre dernier à Berne.

Une marche lente pour aller plus vite

Renovate Switzerland a organisé à Lausanne une quatorzième marche lente. Récit, alors que des actions de désobéissance civile continue cette semaine

Aline Andrey

Lausanne, 6 octobre, 15h, une vingtaine de personnes se retrouvent pour préparer la quatorzième marche lente en Suisse, depuis la mi-septembre, sous l'égide de Renovate Switzerland. Chacun se présente brièvement et expose ses motivations. Ils ont entre 14 et plus de 70 ans, une forte expérience militante ou pas du tout. Ils ont en commun leur grande empathie pour le futur de l'humanité face aux bouleversements climatiques liés au réchauffement. Chacun choisit un rôle défini par le nom d'un insecte. Les chenilles marchent sur la route, les coccinelles sensibilisent les passants et les conducteurs, les mouches photographient et filment, et les fourmis s'occupent de la logistique. Une biodiversité symbolique qui permet à tous de se sentir à l'aise. «Je

reste sur le trottoir, car mon sursis prend fin demain», souligne Liliane, retraitée, qui s'était fait arrêter à Zurich lors d'un blocage d'Extinction Rebellion en octobre 2021.

L'une des militantes rappelle quelques fondements, entre autres: la non-violence, éviter l'escalade en cas d'insulte, toujours laisser passer les véhicules d'urgences, écouter, informer, perturber en marchant très lentement – symbole de la lenteur des autorités à prendre des mesures face à l'urgence climatique, notamment par la rénovation thermique de tous les bâtiments d'ici 2030.

MARCHE NON AUTORISÉE

Des questions sont posées concernant les droits légaux de manifester sans autorisation. «Notre marche est contraire au règlement de police de Lausanne

qui impose d'avoir une autorisation pour manifester. Mais ce règlement est contraire à la liberté d'organisation et d'expression prévue par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH)», résume Etienne, la cinquantaine. Certains militants espèrent que les cartes d'identité ne seront pas demandées. Les discussions vont bon train, jusqu'au moment où le départ est donné. Il est 17h, les activistes se dirigent vers le pont Bessières. Là, ils sortent rapidement leurs gilets oranges et, au niveau du passage piéton, prennent la route, avec concentration et calme. Les voitures rebroussement chemin dans le rond-point juste au-dessus. La police ne tarde pas à arriver, encadre mais laisse l'action se poursuivre, expliquant qu'elle prendra les identités à l'issue de la marche.

Tel un cortège funèbre ou une marche zen, les marcheuses et marcheurs avancent très lentement, soleil dans les yeux, sans parler, pancartes à bout de bras: «Quel avenir pour nos enfants?» ou «La lenteur de la Suisse face à l'urgence climatique tue.» Pendant 45 minutes environ, la rue Centrale devient étrangement et agréablement calme. Les coccinelles distribuent leurs flyers explicatifs invitant à une réunion d'informations. «Bloquer les routes, c'est du fachisme», lance un passant. Dylan, 27 ans, écoute, parle, jusqu'à insister un vrai dialogue. «Finalement cet homme a admis que notre mouvement était intéressant et a pris une photo du flyer», se réjouit-il. «C'est un pas. Mais c'est très dur d'estimer l'impact de notre stratégie. Nos actions n'ont pas pour but de nous faire aimer, mais de nous faire connaître. On rentre dans l'imaginaire collectif. La rénovation thermique est une idée reprise par tous les partis.» Des passantes applaudissent. L'une

d'elles, à vélo, lance pour elle-même: «On a besoin de gens comme ça!» Une autre partage: «Merci beaucoup! Continuez votre combat!» Sauf que le combat est celui de tous.

UN MOUVEMENT INTERGÉNÉRATIONNEL

Isaure, 14 ans, est imperturbable. Elle marche pour la première fois avec Renovate Switzerland. Sa première manifestation, c'était il y a à peine une semaine à Berne, lors de la marche pour le climat organisée par l'Alliance climatique. «Je marche aujourd'hui, parce que ça me touche comment va le monde.» A quelques pas, Anthony, 20 ans, étudiant en relations internationales, participe à sa dix-neuvième action depuis ce printemps. «Les mouvements de résistance civile ont été nécessaires pour les droits des personnes noires ou ceux des femmes. Aujourd'hui, la rénovation thermique permettrait de diminuer de 25% nos émissions directes de gaz à effet de serre. Notre demande est simple et consensuelle, car elle crée des emplois et permet une indépendance énergétique de la Suisse. Nous ne sommes juste pas d'accord sur la vitesse. Il y a urgence!»

Au terme de la marche, les activistes s'en retournent dans leur lieu de départ, histoire de débriefer l'action en toute convivialité. Les émotions partagées sont positives, même si non dénuées de l'angoisse des catastrophes à venir. Willy, à la retraite, partage: «J'ai aimé cette marche intergénérationnelle. Et la ville est tellement belle sans voiture.» Prune, la quarantaine, ajoute: «Ça m'a ressourcé de pouvoir exprimer dans la rue ce que je ressens à l'intérieur.» Plusieurs d'entre eux pensent déjà aux marches de cette semaine prévues dans les cantons de Zurich, Berne, Valais et Genève... ■

BRÈVE

LAUSANNE LES SQUATS LAISSERONT LA PLACE AUX FOUILLES

Décalé au 30 novembre pour les squats sis aux Prés-de-Vidy (lire L'ES du 27 septembre). C'est le juge qui en a décidé ainsi, lors d'une audience le 6 octobre, coupant la poire en deux. «La Ville aurait aimé qu'on parte plus vite. Nous, on espérait mars», indique Jean (prénom d'emprunt), habitant du squat de la Bourdache. «Comme l'a dit le juge, dans une négociation, les deux parties repartent toujours un peu déçues. On va rechercher un autre lieu, mais où qu'on aille, on risque d'être illégal, car aucun autre espace ne nous a été proposé...»

La veille, la Ville de Lausanne communiquait sur les débuts des fouilles archéologiques cet automne, avant le lancement du chantier pour le futur écoquartier dans le cadre du projet Métamorphose en 2027. «Des premières investigations archéologiques ont déjà révélé la présence d'une nécropole comportant plusieurs milliers de sépultures. Ces opérations sont très attendues et représentent un intérêt scientifique exceptionnel.» Et de préciser: «Un accord avec l'Etat de Vaud portant sur le pilotage scientifique et le financement des fouilles a été trouvé.» ■ AA



Vendredi 6 octobre, Renovate Switzerland a mené sa quatorzième marche lente en Suisse, et la troisième à Lausanne. Cette campagne de désobéissance civile vise à accélérer la rénovation thermique et à créer un mouvement massif.

QUAND LES SCIENCES ET LES SAGESSES ANCESTRALES DIALOGUENT

Une délégation du peuple kogi, Amérindiens de Colombie, sillonne notre territoire, de la source du Rhône à son delta, en passant par la cathédrale de Lausanne, le CERN et Genève. Fin septembre, ils ont rencontré les autorités genevoises

Textes Aline Andrey

«Une visite historique qui nous honore.» Ces mots ont résonné dans le Palais Eynard à Genève vendredi 29 septembre, en introduction à la rencontre entre la mairie et la délégation kogi. Pendant une semaine, cinq représentants du nord-est de la Colombie ont étudié différents lieux le long du Rhône, accompagnés par l'association Tchendukua, créée par le géographe Eric Julien, la fondation Rezonance, formée par Geneviève Morand, Gilles Mulhauser, biologiste et directeur de l'Office cantonal de l'eau, ainsi que nombre de scientifiques.

Ce «diagnostic de santé territoriale» a été proposé par les Kogis, pour partager leur vision écologique et spirituelle, et en remerciement du soutien reçu depuis 25 ans dans le rachat de plus de 2500 hectares de leurs terres confisquées par les invasions successives avec pour objectifs la régénération et la protection de leurs lieux sacrés et du monde...

Cinq siècles après la colonisation, ce peuple amérindien aux traditions millénaires a en fin la possibilité de transmettre ses connaissances ancestrales sur la nature pour faire face aux déséquilibres mondiaux. Le glacier du Rhône en est un triste symbole, lui qui a perdu 10% de sa masse cette année.

LIRE LE TERRITOIRE

Tout au long de leur parcours, les chamans Mama Luciano Moscote, Mama José Pinto Dingula et Saga Carmen Nuvita, ainsi que Luis Alimaco et le

gouverneur kogi Arregoces Conchacala Zarabata ont rencontré des botanistes, des historiens, des philosophes, des médecins, des géographes, des agriculteurs... Ils ont ainsi pu expliquer leur lecture du territoire comme un corps vivant, vibratoire. Cette hypersensibilité est particulièrement forte chez les chamans (les *mamus* et les *sagas*) dont la formation se fait très jeune et durant 18 ans dans le noir... Pour eux, la Terre-mère est un organisme vivant. Le sommet du glacier du Rhône est le cerveau, le Léman le cœur, le fleuve l'artère et les rivières alentours les veines. Tout est vivant, à commencer par les pierres. Tout est relié, tous les sommets du monde forment une seule et même montagne, les sources sont la même eau et l'air le même partout.

Scientifiques et Kogis, par leur lecture différente, issue de sagesse ancestrales ou de sciences modernes, se rejoignent sur le constat que le monde se situe à un tournant. Un premier pas réside dans ce dialogue inédit, enrichi des perceptions et des connaissances de chaque culture. «C'est un numéro d'équilibriste, une aventure humaine pour remettre le monde et la nature dans nos paroles et dans nos actes», souligne devant une assemblée nombreuse Eric Julien. Il rappelle que cinq siècles de barbarie ont provoqué une diminution de la population kogi de 1,6 million de personnes à 25 000 seulement. «Ils ont pourtant préservé leurs sciences, leurs pratiques, leurs analyses du territoire, depuis 4000 ans. Malgré cette non-reconnaissance de leur sagesse, ils ont l'audace d'ouvrir un dialogue. Le défi pourrait se résumer

ainsi: va-t-on se nourrir de la pensée de l'autre, accepter d'être fécond pour trouver une nouvelle voie?»

DÉFENDRE LE TERRITOIRE

En espagnol, Arregoces Conchacala Zarabata explique que leurs objectifs consistent dans «la défense de leur territoire ancestral, de leurs tombes, de leurs pierres, dans la protection de l'eau et de la mémoire». «Nous défendons notre territoire ancestral pour l'intérêt indigène et universel. La loi vient de la nature. La montagne nous dit comment protéger la terre et le ciel. Nous ne voulons rien imposer, seulement dialoguer. Selon nous, on ne doit pas couper les veines qui irriguent, car cela crée le réchauffement global. L'eau des rivières est comme le sang dans nos corps. Les pierres sacrées permettent de retrouver notre mémoire. Nous lisons les montagnes, nous déchiffrons les roches. Depuis petits, nous respectons la nature, nous apprenons que les pierres sont vivantes. Les phénomènes naturels, c'est la Terre qui nous dit: ralentissez!» Et de souligner, heureux: «C'est la première fois que nous, Kogis, sommes reçus par des politiques d'égal à égal.» Le maire genevois, Alfonso Gomez, Espagnol d'origine, n'a pas eu besoin de traduction pour se faire comprendre et assurer sa sensibilité quant aux nouvelles perspectives amenées par la délégation kogi pour «le respect de la terre».

Le lendemain, sur le site permacole Mamajah à Loex, les discussions se sont enrichies des paroles de scientifiques dont la médecin Béatrice Milbert qui a exprimé son admiration



La délégation kogi, aux sources du Rhône.

au CERN lorsque les Kogis ont expliqué que «l'eau est l'intermédiaire entre le rien et la matière». René Longet, expert en durabilité et député genevois, questionne: «Comment se reconnecter à la nature? Comment prendre conscience qu'en lui faisant du mal, on se fait du mal à soi-même? Le lien entre le microcosme et le macrocosme est une vieille sagesse qui nous vient de l'Antiquité. Le petit reflète le grand.» Et, reprenant une

métaphore kogi, il ajoute: «Quand les glaces fondent, les cerveaux se liquéfient.» ■

Pour aller plus loin, le livre d'Eric Julien Kogis, *Le chemin des pierres qui parlent* (Editions Actes Sud, 2023) rend compte de l'expérience dans la Drôme, prototype du diagnostic territorial en cours au fil du Rhône. tchendukua.org rezonance.ch/diagnostic-de-sante-territoriale-entre-kogis-et-scientifiques

Avec les Kogis, au fil du Rhône

Gilles Mulhauser, directeur de l'Office cantonal de l'eau, biologiste et écologue depuis 35 ans, a accompagné les Kogis pendant leur semaine en Suisse. Son prénom, à lui seul, a conquis les représentants de la Sierra Nevada de Santa Marta, puisque dans leur langue *gilla* signifie «eau».

Quel a été votre rôle durant cette semaine et quel bilan en tirez-vous?

Les Kogis voulaient découvrir des lieux naturels, sacrés, mais aussi abîmés. J'ai proposé huit sites, ils en ont choisi cinq: la source du Rhône, le glacier, l'abbaye de Saint-Maurice, la cathédrale de Lausanne, le CERN et puis le fleuve au centre-ville de Genève. Il a bien fallu quatre jours pour commencer à développer un langage commun. Un résumé d'un point de vue occidental n'est certainement pas respectueux. Les mots sont trop petits. Les Kogis sont en contact permanent avec les éléments. A travers les

questions qu'ils posent, on sent qu'ils reçoivent des informations, la mémoire d'un lieu. Les sons, les couleurs, le vent, tout est vivant et les renseigne. Nous n'avons malheureusement pas eu le temps d'aborder leurs liens avec les espèces animales. Dans la cathédrale de Lausanne, ils ont estimé qu'il valait mieux en sortir pour se relier à la montagne et au ciel, mais ils ont remarqué son trône morainique qui la relie donc aux montagnes. A Genève, ils ont estimé qu'il y avait trop peu de cailloux dans le Rhône, nécessaires aux poissons. Selon eux, il y a une accélération du changement climatique. Ils confirment ainsi nos thèses écologiques. Tout au long de notre périple, les symboles et les correspondances n'ont cessé de se présenter à nous, avec de nombreuses références à nos ancêtres celtes.

Est-ce que ça change votre pratique?

Pour ma part, ils m'offrent une poétique supplémentaire. La langue d'un territoire n'a pas besoin de traductions. Plus on entre dans la compréhension d'un système, plus on comprend les liens entre les êtres vivants. Ils élargissent les concepts, par une multitude de métaphores. Faire des trous dans la montagne, c'est mauvais pour l'irrigation du cerveau, puisque les montagnes sont la tête du territoire. Bon, ça m'amène aussi des ennuis, car si je vais dire à mes amis valaisans de fermer des barrages et de démonter des routes, ça passera mal (*rire*). Pour eux, on ne se baigne pas dans les lacs de montagne, car cela perturbe des lieux sacrés qui donnent des informations aux chamans, les *mamus*. On ne marche pas non plus sur les glaciers. Le Léman représente le cœur, les cours

d'eau, les veines. Par exemple, ils prélèvent l'eau dans les petits capillaires fluviaux seulement. Ce qui a un sens scientifiquement, car cette sobriété permet la régénération. Certaines métaphores se retrouvent aussi dans notre langage sans qu'on en soit toujours conscient. Par exemple, le bassin versant nous l'appelons communément la tête du bassin. Il s'agit donc de la préserver pour qu'au niveau du corps plus bas, nous puissions en profiter. Si je vais dire à mes voisins français d'arrêter de prélever de l'eau dans la tête de l'Aire, peut-être que ça peut leur parler...

Vous plaidez pour la biodiversité depuis 35 ans...

Il m'est arrivé de lutter pour la préservation d'une libellule. Et quand on me demande à quoi sert cet insecte, je réponds: «A rien... comme Mozart.» C'est la puissance d'évocation, l'inspiration,

la beauté dont on a besoin. Chez les Kogis, on ressent un puits de connaissances, un rapport au monde qui a été mâché et remâché. Pour eux, certains lieux sur la planète permettent la régénération du vivant. Les lieux d'où partent plusieurs fleuves sont cruciaux au niveau mondial, que ce soit le massif du Gothard, le Tibet, le Fouta-Djalon en Guinée, les Rocheuses canadiennes, les Andes. Pour les Kogis, il s'agit donc de les sacrifier. De notre côté, nous prônons la renaturation des cours d'eau, la gestion durable des ressources naturelles, ou encore d'amener davantage les écoliers dans la nature... Ont-ils des thèses écologistes ou une pratique du vivant? L'enjeu, qu'on soit de gauche ou de droite, est: comment l'humanité va s'en sortir? Comment renverser la tendance? Avant tout acte de protection, il y a un travail de plaidoyer à mener pour donner envie. En Colombie, ce sont les autochtones qui protègent la mon-

tagne. Ici, qui la protège? Qui d'entre nous se sent celte?

Qu'est-ce qui vous a frappé chez les Kogis?

Ils sont intrinsèquement paisibles. Ils marchent facilement dix heures par jour, tissent, chargent d'informations des fils de coton, et la nuit, ils travaillent, énergiquement et spirituellement, à régénérer le système. Ils dorment de manière intermittente... Ils connaissent tout de leurs plantes, comment les utiliser pour se soigner, comment tresser une corde, etc.

Un moment étonnant de votre périple?

Le premier jour, nous devions nous déplacer dans la ville et nous espérons ne pas être bloqués dans les bouchons. Car si Genève est une ville de paix, elle est loin d'être paisible. Or, ce matin-là, je ne l'ai jamais vue si calme... ■



Au Palais Eynard, à Genève, la délégation kogi a rencontré le maire de Genève Alfonso Gomez (à gauche) et le conseiller administratif Sami Kanaan (à droite). Tout au long de leur parcours ils sont accompagnés par le géographe Eric Julien (au milieu) et Geneviève Morand, présidente d'honneur de la fondation Rezonance.



Sur le site de l'organisation éco-solaire Mamajah, dans la campagne genevoise, les Kogis ont partagé leurs connaissances agricoles avec les jardiniers du lieu. Ils ont ensuite échangé avec les nombreux scientifiques présents. Leur diagnostic territorial continue jusqu'à fin octobre en France.